

SIMPLON FOUNDATION

Fonds de dotation régi par l'article 140 de la loi 2008-776 du 4 août 2008

55 rue de Vincennes
93100 Montreuil

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

SIMPLON FOUNDATION

Fonds de dotation régi par l'article 140 de la loi 2008-776 du 4 août 2008

55 rue de Vincennes
93100 Montreuil

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Au conseil d'administration du fonds de dotation SIMPLON FOUNDATION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds de dotation SIMPLON FOUNDATION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable concernant la première application des règlements comptables ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 décrit dans le paragraphe « Principes et conventions générales » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés au conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 24 juin 2026
Le commissaire aux comptes
Deloitte & Associés



Eric GODEAU

Bilan Actif

BILAN ACTIF	BRUT 31/12/25	AMORT DEPR	NET 31/12/25	NET 31/12/24	VAR (€)	VAR (%)
Frais d'établissement (I)	-	-	-	-	-	
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	
Frais de développement	-	-	-	-	-	
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	-	
Concessions, brevets, licences, marques & procédés	-	-	-	-	-	
Logiciels, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	-	-	-	-	-	
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	
Terrains	-	-	-	-	-	
Constructions	-	-	-	-	-	
Installations techniques, matériel et outillage industriel	-	-	-	-	-	
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	-	-	-	-	-	
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>	-	-	-	-	-	
Immobilisations financières	1 450	-	1 450	1 450	- ➡0%	
Participations	-	-	-	-	-	
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	
Prêts	-	-	-	-	-	
Autres immobilisations financières	1 450	-	1 450	1 450	- ➡0%	
Total II	1 450	-	1 450	1 450	- ➡0%	
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	-	-	-	-	-	
Matières premières et fournitures	-	-	-	-	-	
Autres approvisionnements	-	-	-	-	-	
En-cours de production (biens & services)	-	-	-	-	-	
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-	-	
Marchandises	-	-	-	-	-	
Créances	6 067 038	-	6 067 038	1 619 603	4 447 435 ⬆275%	
Créances clients, usagers et comptes rattachés	-	-	-	-	-	
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-	-	
Autres créances	5 967 985	-	5 967 985	1 352 860	4 615 125 ⬆341%	
Charges constatées d'avance	99 053	-	99 053	266 744	- 167 690 ⬇-63%	
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-	
Instruments financiers à terme et jetons détenus	1 500 000	-	1 500 000	2 200 000	- 700 000 ⬇-32%	
Disponibilités	383 873	-	383 873	502 512	- 118 639 ⬇-24%	
Total III	7 950 911	-	7 950 911	4 322 116	3 628 796 ⬆84%	
Frais d'émission des emprunts (IV)	-	-	-	-	-	
Primes de remboursement des emprunts (V)	-	-	-	-	-	
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)	-	-	-	-	-	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	7 952 361	-	7 952 361	4 323 566	3 628 796 ⬆84%	







Bilan Passif

BILAN PASSIF	31/12/25	31/12/24	VAR (€)	VAR (%)
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise	15 000	15 000	- ➡	0%
Fonds propres statutaires	15 000	15 000	- ➡	0%
Fonds propres complémentaires	-	-	-	
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	
Fonds propres statutaires	-	-	-	
Fonds propres complémentaires	-	-	-	
Ecart de réévaluation	-	-	-	
Réserves	-	-	-	
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-	
Réserves pour projet de l'entité	-	-	-	
Autres	-	-	-	
Report à nouveau	-	-	-	
Excédent ou déficit de l'exercice	(0)	(0)	(0) ➡	0%
Situation nette (sous-total)	15 000	15 000 -	0 ➡	0%
Fonds propres consommables	5 472 477	3 293 284	2 179 193 ⬆	66%
Subventions d'investissement	-	-	-	
Provisions réglementées	-	-	-	
Total I	5 487 477	3 308 284	2 179 193 ⬆	66%
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-	-	
Fonds dédiés	-	-	-	
Total II	-	-	-	
PROVISIONS				
Provisions pour risques	-	-	-	
Provisions pour charges	-	-	-	
Total III	-	-	-	
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés	-	-	-	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-	-	
Emprunts et dettes financières diverses	-	-	-	
Instruments financiers à terme	-	-	-	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 372 891	943 006	1 429 885 ⬆	152%
Dettes des legs ou donations	-	-	-	
Dettes fiscales et sociales	91 993	72 276	19 717 ➡	27%
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	
Autres dettes	-	-	-	
Instruments financiers à terme	-	-	-	
Produits constatés d'avance	-	-	-	794 920
Total IV	2 464 884	1 015 282	1 449 602	143%
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)	-	-	-	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	7 952 361	4 323 566	3 628 796 ⬆	84%

Compte de résultat - Partie 1

COMPTE DE RÉSULTAT - PARTIE 1	31/12/25	31/12/24	VAR (€)	VAR (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	-	-	-	
Ventes de biens et services	-	6 440	- 6 440	↓ -100%
Vente de biens	-	-	-	
Dont ventes de dons en nature	-	-	-	
Vente de prestations de service	-	6 440	- 6 440	↓ -100%
Dont parrainage	-	-	-	
Produits des tiers financeurs	3 916 680	2 035 056	1 881 624	↑ 92%
Concours publics et subventions d'exploitation	-	-	-	
Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable	3 916 680	2 035 056	1 881 624	↑ 92%
Ressources liées à la générosité du public	-	-	-	
Dons manuels	-	-	-	
Mécénats	-	-	-	
Legs, donations et assurances-vie	-	-	-	
Contributions financières	-	-	-	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-	-	-	
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	-	
Utilisation des fonds dédiés	-	-	-	
Autres produits	3 756	4	3 751	↑ 89107%
Total I	3 920 435	2 041 500	1 878 935	↑ 92%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	-	49 946	- 49 946	↓ -100%
Variation de stock	-	-	-	
Autres achats et charges externes	3 499 969	1 647 603	1 852 366	↑ 112%
Aides financières	43 008	31 473	11 535	↑ 37%
Impôts, taxes et versements assimilés	26 952	25 144	1 808	↑ 7%
Salaires	254 941	246 920	8 021	↑ 3%
Cotisations sociales	100 551	89 989	10 562	↑ 12%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	-	-	-	
Dotations aux provisions	-	-	-	
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	-	-	-	
Reports en fonds dédiés	-	-	-	
Autres charges	11 366	257	11 109	↑ 4316%
Total II	3 936 788	2 091 333	1 845 455	↑ 88%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 16 353	- 49 833	33 480	↑ 1

Compte de résultat - Partie 2

COMPTE DE RÉSULTAT - PARTIE 2	31/12/25	31/12/24	VAR (€)	VAR (%)
PRODUITS FINANCIERS				
De participation	-	-	-	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-	-	
Autres intérêts et produits assimilés	23 000	49 833	- 26 833 	100%
Reprises sur dépréciations et provisions	-	-	-	
Différences positives de change	-	-	-	
Produits des immobilisations financières cédées	-	-	-	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements et d'instruments financiers	-	-	-	
Total III	23 000	49 833	- 26 833 	100%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-	-	
Intérêts et charges assimilées	6 647	-	6 647	
Différence négative de change	-	-	-	
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	-	-	-	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments financiers	-	-	-	
Total IV	6 647	-	6 647	
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	16 353	49 833	- 33 480 	100%
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)	- 0 -	0	- 0 	0%
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	-	-	-	
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	-	-	-	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	-	-	
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-	-	
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	-	-	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	3 943 435	2 091 333	1 852 102 	89%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 943 435	2 091 333	1 852 102 	89%
EXCEDENT OU DEFICIT	-	-	-	

Evaluation des contributions volontaires

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/12/25	31/12/24	VAR (€)	VAR (%)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	9 376	9 376	0 ➡	0%
Bénévolat				
TOTAL PRODUITS	9 376	9 376	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature	9 376	9 376	0 ➡	0%
Personnel bénévole				
TOTAL CHARGES	9 376	9 376	0	

Annexes

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 7 952 361 euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 3 920 435 euros et dégageant un excédent de 0 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Note 1 : Faits caractéristiques de l'exercice

Objet social : Simplon Foundation a pour objet de promouvoir un numérique inclusif, responsable et accessible au service de l'intérêt général. En France et à l'international, le fonds soutient ou met en œuvre des actions à vocation sociale, éducative et humanitaire visant à favoriser l'inclusion, l'accès à l'emploi et le développement des compétences numériques.

Nature et périmètre des missions sociales réalisées :

L'activité principale du fonds consiste à concevoir, financer et déployer des programmes favorisant l'insertion sociale et professionnelle par l'acquisition de compétences numériques et technologiques.

Les actions sont prioritairement destinées aux publics sous-représentés ou éloignés de l'emploi, notamment les femmes, les jeunes, les personnes réfugiées ou primo-arrivantes ainsi que les personnes en situation de handicap.

L'exercice 2025 a notamment été marqué par :

- le lancement de nouveaux programmes d'intérêt général dans les domaines de l'inclusion numérique, de l'employabilité et de l'intelligence artificielle ;
- le développement d'actions en France et à l'international, notamment en Europe, en Afrique et en Amérique latine ;
- la poursuite d'actions de sensibilisation, d'accompagnement et d'innovation au service d'un numérique plus inclusif et accessible ;
- la conclusion d'une convention de financement avec Simplon.asso pour la mise en œuvre d'une partie des actions d'intérêt général soutenues par le fonds.

Modalités opératoires :

Les actions sont mises en œuvre :

- directement par Simplon Foundation ;
- en partenariat avec des associations, entreprises, fondations, collectivités publiques et acteurs de l'économie sociale et solidaire ;
- par le recours à des prestataires externes ;
- dans le cadre du groupement de moyens mis en place avec Simplon.co et Simplon.asso.

Faits RH et de gouvernance :

Au 31 décembre 2025, l'effectif salarié de Simplon Foundation s'établit à **4 personnes**, dont **une personne en contrat d'alternance**.

Le Conseil d'administration s'est réuni à deux reprises au cours de l'exercice, les **19 juin 2025** et **17 décembre 2025**, afin d'examiner les orientations stratégiques du fonds, le suivi de ses activités et les principales décisions relatives à son fonctionnement.

Note 2 : Règles et méthodes comptables

Principes et conventions générales :

Dans le cadre de la modernisation des états financiers, le règlement **ANC n° 2023-03** du 7 juillet 2023, pris en coordination avec le règlement **ANC n° 2022-06**, a été appliqué à compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025 (homologué le 30 décembre 2023), modifie le Plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ces règlements. Sur les incidences du nouveau règlement sur les principaux postes de 2025.

Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025

a. Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025

A compter du 1er janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du Plan comptable général, le résultat exceptionnel comprend :

- les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
- les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
- les changements de méthode comptable comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en fonds propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;

- les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les fonds propres.

- **Cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles**

Au 31 décembre 2025, les cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles, lorsqu'elles ne sont pas directement liées à un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation.

- **Quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat**

Au 31 décembre 2025, les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat, ne concernant pas un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation.

- **Amendes et pénalités**

Au 31 décembre 2025, les amendes et pénalités, ne concernant pas un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, au poste « Autres charges ».

b. Impacts de la suppression de la technique des transferts de charges sur l'exercice 2025

La suppression de la technique des transferts de charges entraîne le classement d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions et transferts de charges », dans d'autres postes de charges ou de produits.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sous réserve des impacts résultant de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 décrits ci-dessus,
- indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC n°2014-03 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice et le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels de personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le règlement ANC n° 2022-04 a notamment modifié certaines dispositions spécifiques relatives à l'établissement d'un état séparé des avantages et des ressources en provenance de l'étranger (EAR). Notre fonds de dotation est concerné par l'établissement de cet état financier. Ce tableau liste les ressources reçues de l'étranger, de personnes morales étrangères ou de personnes physiques non-résidentes en France.

Les créances sont constatées au moment où le fonds a acquis un droit certain de créance sur un tiers, notamment à la suite d'une convention signée, d'une décision de subvention notifiée, ou d'une facture émise pour une prestation réalisée.

Les dettes sont constatées dès que l'obligation de paiement est certaine, notamment à la réception des biens ou à la réalisation des prestations, même si la facture n'est pas encore parvenue.

Permanence des méthodes :

Les méthodes de comptabilisation ont évolué (rappel des méthodes utilisées ci-dessus : « *Principes et conventions générales* »).

Le fonds de dotation applique le principe de permanence des méthodes comptables conformément à l'article 122-1 du PCG.

Modifications en 2025 :

- Adoption du nouveau format du bilan et du compte de résultat, conformément au règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (coordination avec ANC 2022-06).
- Impact sur le résultat : néant. Le fonds de dotation n'a pas d'éléments exceptionnels comptabilisés en 2025.
- Les données 2024 n'ont pas été retravaillées, du fait que l'ensemble des éléments sont en exploitation, cela pour assurer la comparabilité.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Compléments d'informations relatifs au bilan

Note 3 : Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

FONDS PROPRES	31/12/24	Affectation résultat	Augmentation	Diminution	31/12/25
FONDS PROPRES SANS DROITS DE REPRISE	15 000	-	-	-	15 000
SITUATION NETTE	15 000	-	-	-	15 000
Fonds propres consommables	3 293 284		6 095 873	3 916 680	5 472 477
TOTAL FONDS	3 308 284	-	6 095 873	3 916 680	5 487 477

Note 4 : Immobilisations

Tableau des immobilisations - Cadre général				
Situations et mouvements (b)	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice (c)
Rubriques (a)				
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	1 450			1 450
Total	1 450	-	-	1 450

(En euros)	31/12/24	Ventilation des augmentations				Ventilation des diminutions			31/12/25
		Virements	Entrées						
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments	Éléments mis
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Participations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	1 450	-	-	-	-	-	-	-	1 450
VALEURS BRUTES	1 450	-	-	-	-	-	-	-	1 450

Le poste « autres immobilisations financières » correspond à des dépôts de garanties pour des locations de bureaux.

Note 5 : Etat des échéances des créances et dettes

Créances clients et comptes rattachés :

État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

(En euros)	BRUT 31/12/24	BRUT 31/12/25	VARIATION BRUT	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances (a)	1 352 860	5 967 985	4 615 125	5 967 985	-
Créances de l'actif immobilisé	-	-	-	-	-
Créances de l'actif circulant	-	-	-	-	-
Charges constatées d'avance	266 744	99 053	- 167 690	99 053	-
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 619 603	6 067 038	4 447 435	6 067 038	-

Le poste " Créances (a) " est composé principalement de créances sur donateurs pour 4 215 K€, de plusieurs avances pour un montant global de 1 631 K€ (composées de 326 K€ versés à Simplon.Co et 1 305 K€ à Simplon.asso) ainsi qu'une créance sur Simplon.asso de 100 K€.

Dettes d'exploitation :

État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

(En euros)	31/12/24	31/12/25	VARIATION	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	943 006	2 372 891	1 429 885	2 372 891	-	-
Dettes fiscales et sociales	72 276	91 993	19 717	91 993	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-	-	-
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 015 282	2 464 884	1 449 602	2 464 884	-	-

Le poste « Fournisseurs et comptes rattachés » contient principalement à une dette de 1 229 K€ envers Simplon Foundation, ainsi qu'une autre dette de 755 K€ envers Simplon.Co.

Note 6 : Charges constatées d'avance

CCA

(En euros)	31/12/25	31/12/24	VARIATION	
CCA Educamas fonds utilisés pour 2025	-	11 375	-	11 375
CCA - BOURSEES NON VERSEES EN 2024	-	48 384	-	48 384
CCA - Subvention Mobile Web Ghana	-	72 708	-	72 708
CCA Teach for Senegal	98 724	134 277	-	35 552
CCA Autres	329	-		329
TOTAL	99 053	266 744	-	167 690

Note 7 : Disponibilités

(En euros)	31/12/25	31/12/24	VARIATION	
BNP Paribas - Compte chèque	383 873	502 512	-	118 639
Dépôt à terme	1 500 000	2 200 000	-	700 000
Intérêts courus à recevoir		-		-
DISPONIBILITES	1 883 873	2 702 512	-	818 639

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Note 8 : Autres informations

Tableau EAR (règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022) :

Tableau EAR (règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022)						
Etat du contributeur	Date de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique du contributeur	Nature de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Royaume-Uni	13/01/2025	Autre personne morale	Don	Direct	Virement	26
Irlande	28/03/2025	Autre personne morale	Mécénat	Direct	Virement	48 548
Etats-Unis	16/04/2025	Autre personne morale	Contribution financière	Direct	Virement	417
Etats-Unis	30/04/2025	Autre personne morale	Contribution financière	Direct	Virement	631
Etats-Unis	14/05/2025	Autre personne morale	Contribution financière	Direct	Virement	1 054 403
Etats-Unis	28/05/2025	Autre personne morale	Contribution financière	Direct	Virement	196 338
Etats-Unis	09/07/2025	Autre personne morale	Contribution financière	Direct	Virement	58 666
Etats-Unis	16/07/2025	Autre personne morale	Mécénat	Direct	Virement	298 368
Etats-Unis	29/07/2025	Autre personne morale	Contribution financière	Direct	Virement	27 700
Royaume-Uni	30/09/2025	Autre personne morale	Don	Direct	Virement	18
Etats-Unis	01/10/2025	Autre personne morale	Contribution financière	Direct	Virement	477
Etats-Unis	01/10/2025	Autre personne morale	Contribution financière	Direct	Virement	2 674
Etats-Unis	01/10/2025	Autre personne morale	Contribution financière	Direct	Virement	3 565
Royaume-Uni	05/11/2025	Autre personne morale	Mécénat	Direct	Virement	164 599
Royaume-Uni	12/12/2025	Autre personne morale	Contribution financière	Direct	Virement	200 550
Total						2 056 980

Note 9 : Engagements hors bilan

Il n'y a pas d'engagements hors bilan à la date de clôture.